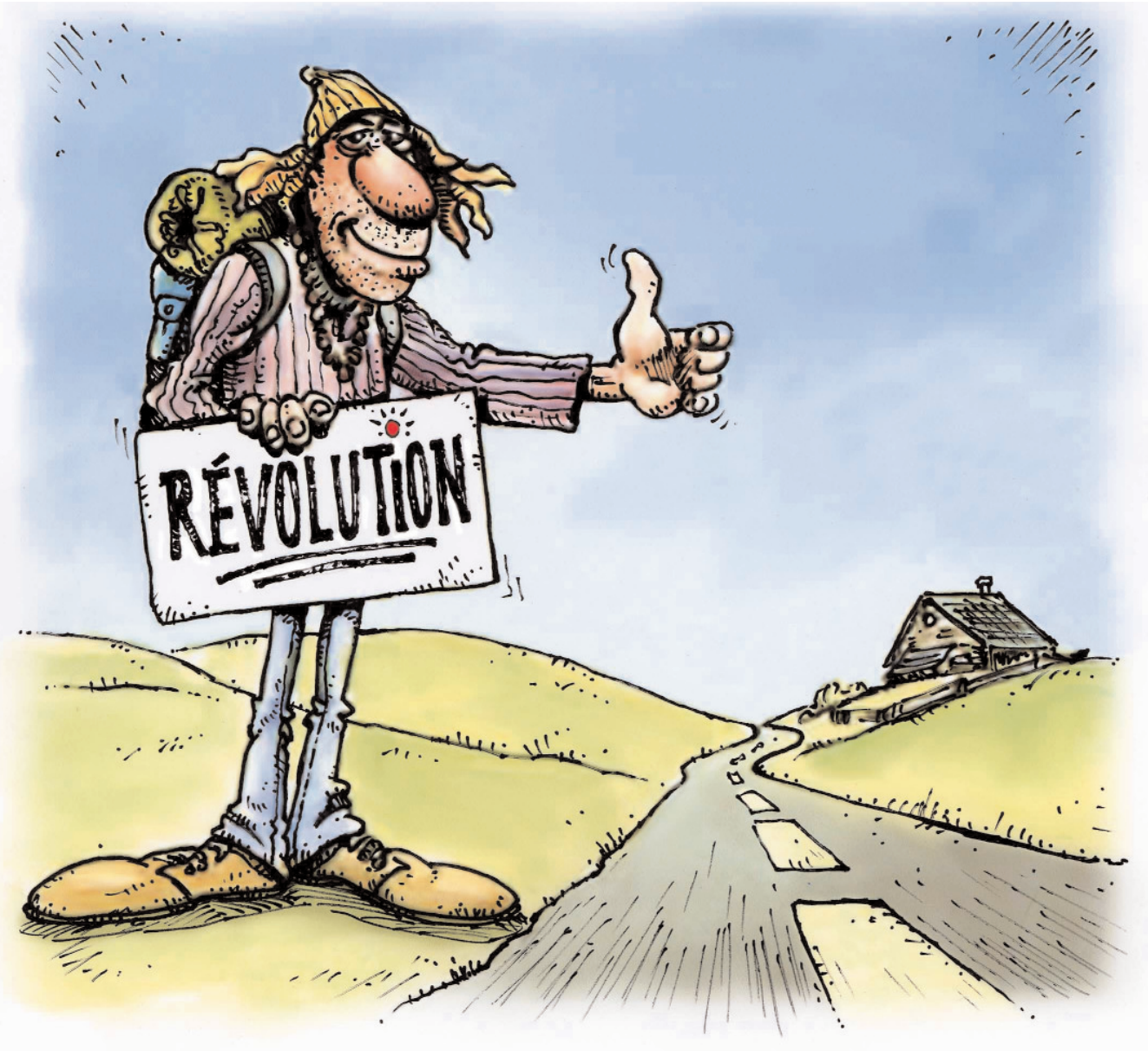
ANARCHOSYNDICALISME !

2 EUROS N°110 /// JANVIER - FEVRIER 2009 /// ISSN 1240 /// CCPAP 0911 G 89086

LA REVOLUTION QUI VIENT ?



LA CRISE DE 2008 : SYSTÈMIQUE SANS AUCUN DOUTE, MAIS STRUCTURELLE OU CONJONCTURELLE ?_

GRECE : BREVE CHRONOLOGIE_ DECLARATION DE L'AG DES TRAVAILLEURS INSURGES_ FRATERNEL SALUT_

MAISONS DE RETRAITE : LA MALTRAITANCE EST INSTITUTIONNELLE_

SOS COLLEGIENS : LIBERTE D'EXPRESSION_ STOP AUX MAINS SUR LA PETITE CULOTTE DE ZOE (ET DES AUTRES)_

ET ENCORE : TAÏAUT POUR L'OPERATION TAÏGA_ FLO_ LE ROI, LES LAQUETS, LES MARAUX_ ...

C.N.T - A.I.T RESISTANCE POPULAIRE

Anarchosyndicalisme !
7, rue St Rémésy,
31000 Toulouse.
Tel : 05 61 52 86 48

ABONNEMENT UN AN
Tarif normal : 10 euros
Abonnement de soutien :
20 euros ou plus

Libellez les chèques à :

CDES
CCP 3 087 21 H Toulouse

POUR SAVOIR
SI VOUS ÊTES À JOUR :

Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement.

Si ce numéro est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.

Si votre abonnement est à jour, ne tenez pas compte des prospectus de relance qui peuvent être inserrés automatiquement dans le journal.

Anarchosyndicalisme ! est adressé gratuitement sur demande aux prisonniers.

POUR DIFFUSER
ANARCHOSYNDICALISME !
AUTOUR DE VOUS

Vous pouvez recevoir plusieurs exemplaires pour les diffuser. Prenez contact avec le journal pour les modalités pratiques.

Les articles et des infos en ligne sur les sites /
http://cnt-ait-toulouse.fr
http://cnt-ait.info
(CNT-AIT de Paris-Nord)
http://cnt.ait.caen.free.fr/
(avec forum)

Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé par des militants, salariés ou chômeurs.

Directeur : J. Pastor

FUREUR D'ISLANDE

Depuis le début de l'hiver, l'Islande, minuscule pays de 320 000 habitants, longtemps vanté comme un paradis politique et économique est dans la tourmente. Là comme ailleurs, après avoir privatisé les bénéfices, le gouvernement a décidé de collectiviser les pertes : les trois grandes banques d'affaires ont été nationalisées, faisant du coup porter leurs immenses dettes sur les épaules de la population dont une partie a été ruinée d'un coup. Chaque jour du mois de novembre, 200 personnes ont perdu leur emploi et de plus en plus de gens sont confrontés à la menace de perdre leur logement. La misère devient massivement palpable.

De plus en plus de voix s'élèvent dans la population pour exiger la démission des responsables politiques. Après une phase de surprise est venu le temps de la colère, et celle-ci est en train de tourner en fureur devant l'absence de solutions.

Les anarchistes, très présents cherchent à faire comprendre à tout un chacun que le véritable problème, ce ne sont pas seulement les criminels et les irresponsables qui sont aux manettes du pouvoir, mais bien le capitalisme et l'Etat en eux-mêmes. Ce sont ces deux modèles d'organisation qu'il faut résolument abandonner. Les Islandais seront-ils les premiers de ce troisième millénaire à oser se lancer sur la voie d'une nouvelle société, égalitaire et solidaire ?

En tout cas, en attendant, ils secouent sacrément leurs institutions. Ainsi, un manifestant détenu depuis plusieurs jours a été libéré par la foule qui a pratiquement pris d'assaut le commissariat où il était prisonnier. Le 1er décembre la Banque Centrale, haut lieu du capitalisme, a été envahie par des manifestants qui ont fait craquer les forces de police et qui n'ont évacué les lieux qu'après le départ des policiers. Le 8, quelques manifestants sont parvenus à s'introduire dans le parlement. Le lendemain matin, une réunion des ministres était retardée par un chaîne humaine : trente personnes avaient en effet réussi à se rassembler devant le bureau du premier ministre et à en bloquer l'entrée, malgré la police… tout cela alors que les manifestations monstres (jusqu'à 10 000 personnes) - du jamais vu en Islande - se succèdent.

Loin de ce qui se passe en Islande, dans une indifférence qu'ils espèrent générale, les gestionnaires de la planète ont décidé que 19 millions d'enfants allaient mourir cette année d'une façon atroce, par la famine, parce que tels sont leurs choix économiques, à eux les décideurs. Tout comme ils ont décidé de laisser mourir des populations entière de choléra (une maladie parfaitement soignable), et autant d'hommes, de femmes et d'enfants, prisonniers dans leurs frontières, sous les bombes. Les mêmes décideurs, ici, ont choisi de nous imposer des vies - et des fins de vie - misérables et de nous opprimer dès le plus jeune âge.

Ne les laissons faire ni ici, ni ailleurs. En Islande, comme en Grèce, comme dans tous les pays, et, si nous le pouvons, en France, travaillons à transformer la légitime révolte en révolution. Que cette révolution soit profondément libertaire est notre vœu le plus cher.

Cette fois encore, il ne nous a pas été possible de publier, faute de place, l'ensemble des articles reçus, ni des courriers.
Nous nous en excusons auprès de tous.

LA REVOLUTION QUI VIENT

Cela semble entendu : 2009 sera une année catastrophique. De Le Pen à Besançenot en passant par Bayrou, ils nous disent tous en cette fin d'année que, soit les choses iront mal, soit elles iront très mal... Les mêmes qui, à gauche, forts de leurs reliquats d'analyse marxiste, nous annonçaient que la crise financière était une crise comme une autre ou qui, à droite, avec le plus grand culot nous garantissaient qu'elle était derrière nous, ont brutalement changé d'avis. Désormais, nous sommes priés de penser que nous vivons dans un monde quasiment pré-apocalyptique. Quand les croire ?

CROIRE OU NE PAS CROIRE, VOILA LA QUESTION

Pour notre part, la méfiance que nous portons à ces professionnels du mensonge, même si leurs récents propos semblent aller dans le sens de ce que nous avons écrit voici quelques mois ici même, nous pousse à décrypter le "pourquoi" de cette dramatisation soudaine du discours politicien. Les lecteurs de *"Anarchosyndicalisme !"* , qui se souviennent de nos précédentes analyses sur la période savent que nous pensons qu'effectivement les temps ont changé[1].

Au cœur d'un système qui avait décrété au début années 90, par la voix des "intellectuels" à sa solde, *"la fin de l'histoire"*, les révoltes se succèdent depuis 2001 dans le monde. Elles ne cessent de nous démontrer les fragilités étonnantes du système. Nonobstant, il importe de préciser que, de l'Argentine de 2001 à la Grèce 7 ans plus tard, ces révoltes n'ont abouti, au mieux, qu'à des reculs tactiques du pouvoir, jamais à une défaite de ce dernier.

Autre signe du changement, dans les entreprises comme dans les quartiers, nous constatons qu'il est de plus en plus facile de favoriser l'émergence de discussions collectives dans lesquelles se manifeste un état d'esprit bien différent. Le contexte socio-économique a fait que, ce qui était en 2007 à peine perceptible (et que nous avions alors décrit comme une perte d'adhésion au système), est bien plus présent maintenant : une perte de confiance massive dans les soi-disant bienfaits du capitalisme et de l'Etat, dont le premier apparaît clairement comme une association de malfaiteurs et le deuxième comme une clique de menteurs à leur service. Cette perte de confiance qui e se généralise à grande vitesse est une caractéristique forte de la crise actuelle.

CRISE DU CRÉDIT & CRISE DU CREDO

Par un phénomène d'interaction entre les faits et leur ressenti, la crise du crédit est devenue une crise du credo capitaliste et étatique. Le maintien ou la destruction de ce credo est en fait le véritable enjeu du combat qui va se livrer dans les prochains mois. Le pouvoir l'a compris, d'où sa nouvelle stratégie.

Car, le pouvoir le sait aussi bien que nous : les éléments matériels objectifs d'une situation sociale et économique, même les pires, ne suffisent pas à déclencher un mouvement radical, loin de là. Il y a longtemps sinon que les populations des "pays pauvres" se seraient émancipées du joug qu'elles subissent.

A l'exception des psychopathes et des imbéciles (exception d'autant plus notable qu'elle est tout de même fréquente), les hommes de pouvoir se rallient à ce qu'exprimait déjà Cicéron, à savoir que *"L'épée doit céder devant la toge"*. S'ils ont toujours recours à l'épée pour s'imposer, ils se maintiennent par le discours idéologique ; bien qu'ils aient souvent la suprême habileté de se prétendre hors de toute idéologie en prétextant que les contingences matérielles sont le socle de leurs décisions. C'est pourquoi l'élément fondamental de toute perspective révolutionnaire - au-delà de la simple révolte - est l'idéologie. Aujourd'hui plus que jamais, les anarchosyndicalistes doivent donner la priorité à ce combat idéologique.

Par son retournement brutal de discours, basculant tout aussi unanimement que brutalement de la tranquillisation au catastrophisme, le pouvoir nous montre tout simplement qu'il a élaboré une nouvelle stratégie pour sauvegarder ce qui est pour lui essentiel : son crédit

moral auprès des populations. S'il cherche à propager la peur, ce n'est que pour mieux le restaurer.

GESTION DE LA CATASTROPHE

Nous entrons donc ici sur un terrain qui, pour récent qu'il soit, ne nous est pas inconnu. Par un mécanisme de retournement, l'État tente d'apparaître comme le garant de notre sécurité économique, sociale et personnelle alors qu'il en est le grand fossoyeur.

Nous avions déjà touché quelques mots de ce procédé à propos de la catastrophe technologique qui a dévasté Toulouse en septembre 2001(explosion de l'usine AZF - Total) ainsi que de celle survenue en 2005 en Louisiane : *"… la débilité des discours de la gauche et de l'extrême gauche"*, écrivions-nous, consiste *"à réclamer plus de moyens pour l'État afin qu'il assume la protection des habitants. Non seulement ces moyens sont corrélés à la croissance du capitalisme, et donc justifient son développement (et avec ce développement, augmente le risque technologieque industriel) mais de plus ils sont confiés à des bureaucraties qui invariablement les utilisent pour accroître leur pouvoir de répression dont les victimes de catastrophes sont souvent les premières à souffrir. Dès lors, le Risque planant lourdement au-dessus de nos têtes ; nos maîtres apprentis sorciers, incapables de prévoir où et quand le ciel tombera, en sont réduits à une prévention à l'aveuglette. Cette absence de politique d'anticipation s'accompagne par contre d'une stratégie de communication musclée et d'un retour massif des forces de répression sur le terrain dès que le premier danger est passé. La proclamation urbi et orbi de la présence multiforme des risques cherche à enfoncer les populations dans l'angoisse et la résignation, tout comme la sur-présence policière cherche à briser les velléités de rébellion. Notre avenir ne nous appartiendrait pas plus que notre présent, notre futur se conjuguerait inéluctablement avec une apocalypse à épisodes, voilà ce dont nos excellents maîtres voudraient nous convaincre. Il est encore temps de lever les hypothèses que ces apprentis sorciers font peser sur notre avenir, de choisir une autre voie, d'oser un autre futur."*[2]

René Riesel et Jaime Semprun dans un récent ouvrage[3] ont fort à propos approfondi ce thème et démontrent comment à partir du désastre écologique, le pouvoir, qui a fomenté ce désastre, est finalement parvenu, grâce aux réformistes, à renforcer ses mécanismes de domination et à créer de nouvelles sources de profits. Citons-les :

"Un accord à peu près universel s'est donc instauré en quelques années, parmi les défenseurs de "notre civilisation" sur la nécessité d'une gouvernance renforcée face à la crise écologique totale, et il faut en conclure qu'est en train de se refermer la parenthèse "néolibérale" pendant laquelle le capitalisme avait restauré la rentabilité de ses investissements industriels en diminuant drastiquement non seulement ses coûts salariaux mais aussi ses faux frais étatiques. On a parfois voulu dater précisément ce retournement de tendance et le faire remonter à l'année 2005, (…) Mais en réalité la collaboration ouverte entre associations écologiques, ONG, entreprises et administrations remonte dans certains secteurs aux années quatre vingt dix."

LA "MORALE" AU SECOURS DES CRIMINELS

La prétention de *"sauver la planète"* est la clef de voûte du discours du récent virage écologique, il en résulte l'extension des pouvoirs réglementaires de l'Etat et la naissance du "capitalisme vert", c'est-à-dire que se sont les coupables des crimes contre la nature qui sont maintenant appelés à soi-disant la défendre en continuant de réprimer les populations et de les exploiter...

Le résultat réel est que, chaque année, le bilan écologique mondial est plus mortifère que le précédent. Dans la crise économique actuelle, le discours central consiste à "moraliser" le capitalisme, c'est-à-dire à remettre en selle un état protecteur et un capitalisme "propre". Le premier "nettoyage" consiste à blanchir les responsables des crimes et délits commis contre les hommes et la nature.

Demander à gagner 300 euros de plus par mois, promouvoir la figure mythique de l'entrepreneur schumpetérien ou bien nationaliser les banques,... tous ces propos tenus par les réformistes et les gauchistes, se déploient dans le cadre d'un Etat qui se redonne ainsi, à bon compte, une image patriarcale nécessaire à la conservation de ses prérogatives. Et qui, surtout et tout d'abord, garantit la pérennité du système capitaliste. C'est ni plus ni

moins que favoriser le retour en force du "credo" en ce couple infernal et criminel, responsables de la situation actuelle, le capitalisme et l'Etat . C'est le but de la stratégie du pouvoir qui dés à présent se met en œuvre dans les hautes sphères avec la complicité des réformistes.

Le procédé est tout de même un peu grossier : dans un premier acte, on nous agite sous les yeux une série de gesticulations aux "sommets" (G 8, G 20 et autres Grenelles de l'environnement). Il s'agit simplement de faire un peu de mousse. Comme les possédants savent que cela ne suffira pas, ils lancent le deuxième acte : face à la montée de la contestation dans le monde entier, ils feront monter en ligne des "syndicats" ici, des mouvements religieux ou nationalistes ailleurs. L'objectif est simple donner aux gens quelques illusions, puis les décevoir en espérant que cela leur ôtera toute confiance en eux-mêmes. Les syndicats grecs ont joué ce rôle à la perfection. Ceux de France le joueront tout aussi bien : une première journée de démoralisation est déjà prévue par les centrale syndicales pour ce 29 janvier 2009. Complément indispensable au petit ballet syndical : les médias. Ils persisteront dans leur stratégie inébranlable : promouvoir l'insignifiant afin de faire diversion et occulter les véritables enjeux[4]. Le tout, pour le pouvoir, est de convaincre qu'il est la seule protection possible et que les gens, par eux-mêmes, ne peuvent rien. Exactement le contraire de ce que nous pensons. S'il parvient à convaincre, alors la voie lui sera ouverte pour un *"changement dans la continuité"*, c'est-à-dire, pour poursuivre la même politique destructrice, au profit des mêmes[5], avec une coloration politique en apparence différente.

Voilà, dans les grandes lignes, le plan de bataille du pouvoir pour les mois à venir. Voilà ce à quoi il faut s'opposer. Voilà quel défi formidable se pose aux révolutionnaires dans un combat inégal mais dont, pourtant, on ne connaît pas l'issue, tant les failles de ce plan de bataille sont nombreuses et le contexte instable.

DELENDA CAPITALISMO

Car nous pouvons l'affirmer, dans une période comme celle que nous allons vivre le rôle de chacun sera prépondérant. Nous entrons dans un temps où le pouvoir va montrer des signes de faiblesse, des signes de recul et des contradictions qui seront, pour partie, la conséquence du virage idéologique qu'il espère négocier. Au fur et à mesure que le mécontentement va grandir, un fossé va se creuser entre la force de la colère populaire et les atermoiements du pouvoir. Ce sera pour les révolutionnaires un espace d'action, infiniment riche de discussions, de diffusion d'idées et de possibilités. En France dés la rentrée de janvier, dans les écoles, dans les entreprises, dans les lycées, un peu partout, des assemblées, des rencontres, vont se succéder. Les esprits sont de plus en plus ouverts, aussi est-ce un moment où ce que l'on a à dire, ce que l'on a à proposer, importe plus que le nombre.

Le capitalisme ne se moralise pas. C'est contraire à sa nature. Le capitalisme est un système d'exploitation qui repose, comme l'Etat son bras armé, sur un mythe. Ce mythe est à détruire : il faut le met-tre en accusation, énoncer sans relâche ses crimes et forfaits, éventer sa nature profonde.

Au milieu de la foule de détails qui vont surgir des revendications (voire des contradictions inhérentes à tout mouvement populaire), nous devrons encore et toujours nous recentrer sur le contexte pour contrebattre la stratégie du pouvoir : d'une part, accuser et dénoncer les responsables politiques et économiques de la situation, s'appuyer sur les faits qui, au quotidien, nous montrent à l'évidence que le pouvoir a perdu toute mesure. En un mot, l'empêcher de donner le change en changeant simplement de masque. D'autre part, il faut replacer chaque lutte dans le contexte de combat idéologique global qui concerne toute la planète. Avec de telles perspectives, on sort de la glu du quotidien, on voit que l'on est pas isolé et on insuffle ainsi non pas la peur mais le courage nécessaire à la mise en œuvre des capacités collectives.

Des militants cnt-ait

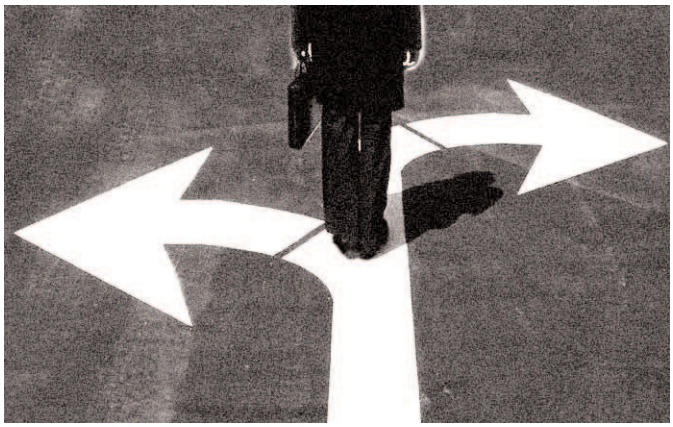
NOTES

_1. *"Quelque chose est en train de changer"* était justement notre titre de couverture au printemps 2006, n°95 _2. N°92, automne 2005. Lire également *"La gestion de la crise comme normalité sociale"* http://cnt-ait.info/rubrique.php3?id_rubrique=131 _3. *"Catastrophisme , administration du désastre et soumission durable"*, Réné Riesel et Jaime Semprun, Editions de l'Encyclopédie des Nuisances , 2008 _4. Pour un approfondissement de cette notion : Cornelius Castoriadis, *"La montée de l'insignifiance, Les carrefours du labyrinthe 4"*, Essais, Points. _5. Les récents propos de Warren Buffet (deuxième fortune du monde après Bill Gates) dans le magazine américain Forbes nous éclairent sur cet enjeu autour du catastrophisme et des habits neufs du capitalisme : *"Tout va très bien pour les riches dans ce pays, nous n'avons jamais été aussi prospères. C'est une guerre de classe et c'est ma classe qui est en train de gagner"*.

La crise de 2008 : systémique sans aucun doute, mais structurelle ou conjoncturelle ?

LA CRISE DE 2008

S'agit-il de la crise finale du capitalisme maintes fois annoncée par les tenants du marxisme ? Ou bien est-ce une énième crise cyclique nécessaire aux ajustements du capitalisme ? Personne ne peut le dire, ni même présager de son avenir. Observons que le capitalisme est en crise permanente et que ses épisodes aigus s'accélèrent : 1929 (Krach de Wall-street USA), 1987 (caisse d'épargne USA), 1987 (krach boursier mondial), 1989 (crise japonaise), 1990 (crise immobilière européenne)... Ajoutons les guerres qui occultent les sous-jacents économiques de leur existence.



QUELQUES VÉRITÉS

Le capitalisme n'est pas l'intérêt collectif mais celui d'une couche sociale : les propriétaires des structures économiques (les capitalistes). Ceux-ci s'affairent aux gains les plus élevés possibles. Ils prélèvent sur la valeur produite par le travail un bénéfice (plus-value) pour le revenu des actionnaires (dividendes). Le rapport de la valeur qui revient au capital (les actionnaires) et au travail (les salariés), c'est le taux d'exploitation et son ratio détermine en partie le revenu de chacun. Mais la comptabilité étant favorable aux privilégiés, elle n'est pas neutre et ne rend que partiellement compte du taux d'exploitation (sociétés écrans, avantages en nature, fraudes, composition de la masse salariale…). Néanmoins, si critiquables soient le compte de résultat et le PIB, ils révèlent que la grande majorité de la population est en dessous du revenu et du salaire médian.

L'axiologie de la plus-value (PV) de la théorie marxiste néglige que la PV se dissimule dans la masse salariale. Comment expliquer les salaires mirifiques des cadres supérieurs, sinon par la ponction sur les autres salaires ? Il ne suffit pas d'abolir la PV et la propriété des entités économiques pour que cesse l'exploitation. Puisque cette dernière se maintient aussi dans les inégalités de revenus. Contrairement à certaines affirmations, la bourgeoisie n'est pas limitée aux seuls capitalistes. Mais elle incorpore la fraction privilégiée de la population qui tire avantage de l'oppression (hauts fonctionnaires, administrateurs, cadres, élus…). Cela est capital afin d'éviter les illusions de l'étatisme et du capitalisme d'Etat (Cuba, Chine, ex-URSS…).

Les aléas de l'économie capitaliste (croissance, décroissance, récession, expansion, choix de production, taux d'exploitation...) ne sont que les contradictions liées à la PV et ses déclinaisons (PV absolue et relative).

UN PEU D'HISTOIRE

Suite à la crise de 1929 et la guerre de 1939-45 dues aux rivalités entre les capitalistes, les gouvernements occidentaux vont appliquer le fordisme et le keynésianisme.

Fordisme : rationalisation de la production (Taylor), baisse des coûts de la marchandise, augmentation des salaires, consommation soutenue de masse, hausse des chiffres d'affaires.

Keynésianisme : intervention de l'Etat, nationalisations, grands travaux, création de monnaie, développement du crédit, emprunt d'Etat et autres, élévation du déficit, redistribution fiscalisée de la valeur ajoutée, politique sociale plus avantageuse.

Le résultat est que la croissance stimule les bénéfices et les rentrées fiscales, le crédit réduit son impact, l'inflation est légère et elle comprime les coûts financiers. Les gains de pouvoir d'achat et les marchés vierges (ou peu alimentés) dopent la croissance.

Ces deux mécanismes ont engendré une période de croissance dite des trente glorieuses (1945 à 1975). Mais, déjà à partir des années 70, la conjoncture s'effrite. En effet, des marchés intérieurs sont saturés ou faiblement porteurs, des secteurs de production périclitent (l'acier, par exemple) ou deviennent marginaux, des nouveaux pays concurrents émergent, les matières premières et énergétiques deviennent plus chères, le développement des couches moyennes fait qu'elles sont mieux rétribuées et la conflictualité salariale peu propice aux gains de productivité concourent à la baisse de la plus-value : la rentabilité du capital décline. D'après certains spécialistes, c'est le début de la crise du fordisme qui sera aggravée par les politiques libérales.

DE 1975 À 2008

Pour rétablir les marges et les bénéfices, le capitalisme doit baisser les coûts de production, restructurer son appareil de production (automatisation), licencier,

précariser, flexibiliser, externaliser-délocaliser, conserver ou conquérir des nouvelles parts de marché… Les secteurs de production des pays dominants suivant leurs besoins vont variablement utiliser ce schéma, mais aussi comme variable d'ajustement : la baisse des coûts salariaux. Rompant avec le pacte fordiste et la régulation de l'Etat, la logique social-démocrate fait place à la dérégulation libérale et la mondialisation de l'économie.

Dans un premier temps certains secteurs obsolètes disparaissent (ex : sidérurgie), d'autres limitent la casse, voire explosent leurs bénéfices par des gains à l'export. La part des échanges dans le PIB mondial s'accélère (12% en 1967 ; 20% en 1987) et la globalisation assure et stimule la croissance mondiale et la solvabilité des marchés émergents. La logique du "mieux produisant" systématise la division internationale du travail, opérant des transferts de production vers les pays émergents. La concurrence de la valeur de la force de travail aboutit à dégrader la condition salariale des pays dits "développés". Cela vitalise la crise fordiste, d'où la faiblesse de la croissance, puis la décroissance (récession) des pays développés en 2008. L'année 2009 sera-t-elle par effet de contagion celle de la crise systémique mondiale ?

Un secteur économique, la finance va prendre sa part dans cette dépression.

Des agents économiques (particuliers, Etats, collectivités, sociétés) qui ont des excédents d'argent vont placer contre intérêt et agio auprès d'officines et autres organismes de dépôt (banques, fonds, assurances, bourses, Etats…). Ces officines vont prêter contre intérêt à des agents économiques pour financer leurs besoins, vu leurs faiblesses d'autofinancement : c'est le crédit. La pression pour rétribuer de plus en plus l'épargne et l'actionnaire rend le crédit plus cher et l'actionnariat pesant. Soumis à pareil traitement, les particuliers baissent leur consommation, les sociétés pour se maintenir réduisent les coûts de revient notamment salariaux. Conséquem-ment, la consommation fléchit, la croissance est faible, l'autofinancement diminue, le recours au crédit s'accentue, suit une politique antisociale de l'Etat, jusqu'à ce jour de 2008, ou, faute d'une croissance adaptée, le crédit censé servir l'épargne, l'actionnariat, les budget des Etats, crée une crise mondiale. Car, comme toujours, il faut payer ses dettes ou c'est la faillite et la saisie des biens. Problème : les biens en question ne valent plus grand-chose ; baisse de 50 % de la capitalisation boursière, les valeurs hypothécaires, l'épargne, les valeurs refuge s'effondrent. Comme tout le monde a sa dose de crédit ou d'épargne, par effet de dominos, la crise est générale. Les actifs entrant dans les divers bilans risquent fort de donner pour l'année 2009 une drôle de comptabilité (surtout le compte de résultats), vu la baisse d'activité.

Les gouvernements tous acquis à l'économie capitaliste ont laissé faire. Maintenant que la macro et la micro économie sont perturbées, ne renonçant pas au capitalisme, ils s'échinent à le sauver : refinancement des banques, nationalisation totale ou partielle, relance du crédit pour maintenir l'activité, aide à la consommation, relance de grands travaux, esquisses de revalorisation du pouvoir d'achat, emprunts d'Etat, croissance du déficit public, tentative d'accords internationaux (bancaires, fiscaux, plans de relance, commerce internationale, etc..). Comme en 1945, on refait Ford, Keynes et Bretton woods. Cela peut fonctionner ou capoter. Mais les problèmes ressurgiront à terme.

LES CONTRADICTIONS DU DÉSORDRE CAPITALISTE

Le recours aux prêts, emprunts, capitalisations et déficits pour soutenir le capitalisme fut judicieux en 1945 mais ne l'est plus actuellement. Le taux d'endettement est tel qu'il pénalise par son coût la rentabilité du capital et les possibilités budgétaires des Etats. Pour sauver la finance, l'Europe a débloqué 1 700 milliards d'Euros et, quant aux Etats-Unis, c'est 700 milliards de Dollars, et ceux-ci prévoient 4 000 milliards de Dollars pour le plan de relance. Concernant la France, les aides financières de son Etat pourraient contribuer à augmenter la dette de 10 % à 13 %, c'est-à-dire environ 70 % du PIB. Pour éviter la faillite du crédit, on recrée du crédit.

L'Etat se présente comme le garant des dépôts pour que l'épargne ne se retire pas des banques, ce qui engendrerait une seconde crise. Mais quel Etat peut garantir de moitié à plusieurs fois son PIB ? les valeurs bancaires en France représentent trois fois et demie son PIB.

La création monétaire qui utilise la planche à billet pour épauler l'économie induit de l'inflation, l'endettement des Etats, la baisse des taux d'intérêts (dont la rentabilité de l'épargne et du coût du crédit) et de la valeur de la monnaie (taux de change), c'est bon pour l'export (moins cher) mais mauvais pour l'import (plus onéreux). La balance des paiements révèle la fragilité de l'économie entrant dans sa mesure.

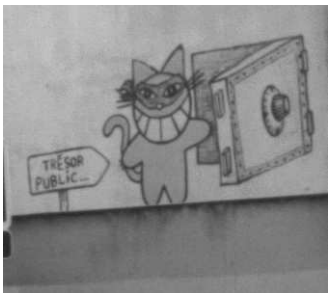
La relance par l'investissement (restructuration, rationalisation et modernisation de l'appareil de production) opère des gains de productivité et de compétitivité sur le marché. Néanmoins, cela entraîne simultanément des licenciements, une diminution de la consommation et une dépréciation des stocks ; parce que l'offre ne crée pas la demande.

La relance par la consommation (pouvoir d'achat et déficits) booste la croissance. Toutefois, on ne sait pas si les achats vont doper le marché intérieur ou celui des autres pays. Or, si on avantage un autre marché, on fait de la dette sans recette. Ce qui pose le problème de la balance des paiements et du PIB. D'autre part, l'augmentation des salaires rend moins compétitif sur le marché. Et puis, quand ce dernier est saturé, quelle relance ?

Les conflits sociaux qui rendent instables les jeux politiques et économiques des pays ont de grandes chances de s'amplifier, voire d'être déstabilisateurs par le manque de réponses positives du système. L'état existentiel, la santé physique et psychologique soumis aux traitements des exigences du capitalisme atteignent les limites du supportable. N'oublions pas aussi les impacts environnementaux de l'économie productiviste.

UN CONFLIT LARVÉ ENTRE LES ETATS

Les rapports internationaux sont soumis aux désidératas impérialistes de chaque Etat. Toute la géostratégie et politique s'élabore sur le fait que chaque Etat en tant que puissance économique, militaire, technologique… défende ou impose ses intérêts. Les USA veulent garder la première place alors que l'Europe et la chine la convoitent. La Russie espère son retour impérial de feu l'URSS. L'Inde, le Brésil, la Turquie et les différents blocs (d'Amérique du sud, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie) veulent leur part du gâteau. Quelques données en moyenne et hypothèses :



➪croissance du PIB jusqu'en 2030 : Japon, Europe de l'Ouest, Canada et Etats-Unis + 2%, Moyen-Orient et Australie + 3,5%, Russie, Turquie, Afrique et Amérique Latine + 5,2%, Inde et Chine + 6%.

➪ besoins énergétiques entre 2010 et 2030 : pétrole + 30%, charbon + 80%, gaz + 35%, nucléaire + 15%.

Ajoutons que les réserves de change sont de 1 700 milliards de Dollars pour la Chine, de 1 200 milliards de Dollars pour d'autres pays émergents d'Asie et de 1 000 milliards de Dollars pour la Russie et l'OPEP. Il se dit même que le PIB du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la chine pourrait dépasser en 2 040 le PIB du Royaume-Uni, d'Allemagne, d'Italie, des USA, du Japon et France.

La dernière réunion du G20 illustre bien les difficultés des Etats à se mettre d'accord, en n'accouchant que d'une vague incitation à la croissance et à la surveillance de la finance internationale.

La baisse des taux d'intérêts occidentaux pour du crédit moins cher fait que l'épargne, peu rémunérée, va s'investir ailleurs. C'est le cas des fonds souverains du Moyen-Orient : 2 000 milliards de Dollars. La Chine qui détient 585 milliards de Dollars et vend aux USA pour 385 milliards de Dollars demande à ces derniers de relever les taux d'intérêts, et de garantir un dollar fort. Dans le secret espoir que cette manne financière dope le marché chinois, autorisant la Chine si nécessaire à se passer de la mondialisation ou des entraves du protectionnisme. La Russie et d'autres ont les mêmes visées. Le G7 s'essaie à financer par le crédit des plans de relance sur leurs marchés réciproques. Les pays émergents et exportateurs sont satisfaits mais ils ne veulent pas payer en réduisant le rendement de leurs placements dans le G7. Les USA entendent subventionner leur secteur automobile. Ce qui fait grincer les Européens et les Japonais, qui craignent pour leurs parts de marchés, ces tensions incluent d'autres industries : acier, informatique, armement, etc.. Pour limiter leurs pertes, les fonds spéculatifs (Hedge-fund) vont céder plus de 700 milliards d'actifs, ils vendent dès la remontée de la bourse et la font rechuter. Les Etats, principalement Anglo-saxons, laissent faire, vu que ces fonds détiennent les avoirs de collectivités territoriales, d'Etats, de caisses sociales… dont il est impératif d'amoindrir les pertes.

Chacun quand il est compétitif oblige l'autre au libre-échange mais pratique le protectionnisme lorsque ça l'arrange. Ce beau monde utilise pour magouiller les paradis fiscaux et l'opacité bancaire tout en faisant l'apologie de la transparence de la finance. De facto, l'économie mondiale est un vaste mécano où le jeu d'une pièce gagne l'ensemble. Ce dernier est instable et conflictuel par nature (profiter des avantages de la mondialisation et se soustraire à ses inconvénients…). Les rivalités intestines des capitalistes et des Etats ont et continuent de déboucher sur des conflits sanglants. Néanmoins, ils s'entendent toujours pour faire payer leurs privilèges à la population, et mater toute contestation de leur ordre.

LES ILLUSIONS

L'option libérale pense que c'est l'existence de la régulation étatique du capitalisme qui entrave l'harmonie du libre-échange et de l'efficacité économique (les incidences ne peuvent désormais plus être dissimulées). La critique social-démocrate du libéralisme pense que ce n'est pas l'économie capitaliste adossée au marché qui est mauvaise, c'est son côté excessif, trop brutal : l'Etat et le politique doivent cadrer l'économie et pacifier les antagonismes sociaux, afin d'obtenir une société stable. Il ne faut pas toucher à la structure même du système mais agir sur les effets conjoncturels. C'est le jeu des compromis, des alliances, des négociations, des élections et de l'idéologie bourgeoise. Tous ces vecteurs constituent, surtout avec la gauche (partis et syndicats), le socle référentiel d'un capitalisme social et amendable à visage humain soi-disant, etc., d'où le peu d'imagination qui leur font reprendre les vieilles recettes keynésiennes-fordistes et l'incantation de l'Etat. En la matière, la fonction de l'Etat est d'être la seule autorité de droit capable d'imposer une ligne libérale, social-démocrate ou marxiste-léniniste. La gauche et l'extrême-gauche chantent le retour à l'Etat et ses lois gouvernementales, sa fiscalité, ses douanes, ses nationalisa-

tions, son protectionnisme et ses relances économiques (tout en faisant abstraction de sa nature autoritaire : armée, police, prisons…). Le futur nouveau parti anti-capitaliste ne propose même pas un nouveau mode économique, ni la suppression de la plus-value, mais, comme n'importe quel réformisme le plus plat, de réduire le taux d'exploitation en redistribuant davantage au profit des salaires.

Or, qu'il y ait ou non croissance et hausse des salaires, il faudra rembourser le crédit, régler les déficits, être compétitif sur les marchés, juguler les conflits sociaux, mater les révoltes et assumer les éventuels conflits militaires. C'est là que l'Etat intervient comme le produit des sociétés inégalitaires, la fonction de sa machinerie institutionnelle étant de les pérenniser. Refuser la critique de l'Etat, c'est renforcer sa légitimité et en faire la religion civile, c'est tenter d'empêcher les opprimés de le contester, de se soumettre à sa puissance despotique, c'est orienter l'anti-capitalisme dans une impasse et installer un nouvel opium du peuple.

QUE FAIRE ?

Continuer à subir tranquillement dans le désœuvrement de l'individualisme ou croire que le vote sanction lors de la prochaine élection changera quelque chose, c'est se berner ! Il suffit également de jeter un coup d'œil sur l'histoire pour s'apercevoir que nos maigres droits n'ont été acquis que par la lutte. D'après nous, tous ceux qui veulent s'y engager ne doivent compter que sur leur capacité à agir de façon autonome : la mise en place sur nos différents lieux de vie d'assemblées générales et de comités de lutte qui reposent sur la démocratie directe et l'initiative de tous, usant de moyens d'action bien précis : débrayages improvisés, coulages de la production, grèves du zèle ou perlées, sabotages sous différentes formes, autoréductions et réappropriations multiples, occupations diverses, manifestations sauvages, désobéissance civile… Oeuvrons pour que ces deux terminaisons nerveuses de la lutte se développent et se massifient tout en se fédérant horizontalement et qu'elles deviennent ainsi des réseaux fortifiés, qui le cas échéant pourraient porter l'estocade à ce système. Les partis et leurs syndicats sont continuellement divisés. Ils préfèrent se soucier de leurs intérêts bureaucratiques et leurs solutions entretiennent les mythes des vieilles recettes keynésiennes-fordistes. Ils soumettront la lutte à venir à cette exigence : appel à l'unité nationale (compromis avec la bourgeoisie et le capital), acceptation du plan de rigueur (nouveaux sacrifices pour les couches populaires et moyennes), respect du cadre institutionnel qui est censé être représentatif par la dite présence de ces mêmes partis et syndicats, alors qu'ils ne rassemblent en leur sein qu'une partie infime de la population.

LES OBJECTIFS DE LA RÉSISTANCE POPULAIRE AUTONOME

Posons-nous la question : est-il normal que la richesse se concentre sur si peu de personnes, a fortiori quand des milliards d'êtres humains sont réduits à la misère ? Dans l'immédiat, les objectifs de la résistance populaire autonome seraient de reprendre l'argent de la spoliation des travailleurs (gros salaires, traders, banquiers…), de saisir les biens des spéculateurs. Faire payer les riches, c'est un moyen de garantir à tous les besoins fondamentaux (santé, éducation, logement, nourriture, transport…). Mais soyons lucides : si cela peut soulager à court terme, le système reprendra ce qu'il a concédé et ce sera le retour à l'état antérieur.

Tant que le capitalisme ne sera pas supprimé, crises, exploitations, guerres, misères et pollutions prospéreront. Il s'agit bien d'agencer un autre système dont les bases seraient une économie au service de l'humain et non l'inverse, sa planification suivant l'intérêt collectif et non celui d'une minorité, la répartition égalitaires des biens produits, la création de biens durables et respectueux de l'environnement, etc. Cela n'est pas très compliqué : il suffit d'ôter la propriété privée des entités économiques pour qu'elles soient communes (propriété sociale) et de rendre les décisions collectives et non le fait de quelques minorités.

CONCLUSION

Naguère, il fut dit que faisant du Dollar la monnaie du monde, il a introduit en son sein toutes les contradictions. Aujourd'hui, nous disons que le monde étant devenu capitaliste, celui-ci agrège toutes les contradictions du monde ; c'est peut-être l'aspect contradictoire de cette situation qui ouvrira des possibles. N'en déplaise à certains, agités par un protectionnisme keynésio-fordiste d'où effleurent des relents nationalistes.

Les libéraux prétendent que le capitalisme est indépassable et que le marché est la forme naturelle des sociétés. Depuis longtemps, nous clamons que le capitalisme n'est pas éternel et qu'il doit disparaître, que l'état naturel de la société c'est la culture inscrite dans des processus historiques et idéologiques. Nous refusons d'être réduits à une marchandise (force de travail) et réifié dans des rapports de production et de consommation que le capitalisme et le marché imposent. Nous voulons une société libre, juste, égalitaire, solidaire, sans guerres et exploiteurs, tel est notre credo et combat.

Il est impérieux que les anarchistes révolutionnaires unissent leurs efforts et co-agissent pour que l'avenir ne ressemble pas aux cauchemars du passé.

CNT-AIT Caen, décembre 2008.

BREVE CHRONOLOGIE

Des centaines des personnes ont manifesté, dans la nuit de samedi 6 à dimanche 7 décembre 2008, dans le quartier d'Exarchia au centre d'Athènes après la mort d'Alexis, âgé de 15 ans, tué par les balles d'un policier. Les affrontements entre policiers et anarchistes à Exarchia sont fréquents. En 1985, un autre jeune de 15 ans, Michalis Kaltezas, avait également été tué par un flic dans le même quartier. Immédiatement, des manifestations spontanées et des émeutes ont éclaté au coeur d'Athènes.

L'École Polytechnique, le Conseil économique et les Facultés de droit sont occupés. Les attaques contre l'Etat capitaliste ont lieu dans toute la ville. Manifestations et affrontements éclatent aussi à Thessalonique, Patras, Volos, Héraklion et La Canée en Crète, en Giannena, à Komotini et dans nombreuses autres villes. Une révolte répondant à une autre, des centaines de migrants, candidats au droit d'asile, qui faisaient la queue pour déposer leur dossier ont déclenché une émeute dans le centre-ville d'Athènes, incendiant des poubelles et s'en prenant à des voitures. Il faut dire que selon le Haut Commissariat pour les réfugiés de l'ONU, Athènes n'a approuvé que 140 des 20.692 demandes d'asile déposées en 2007.

Dimanche 7 Décembre. Des milliers de personnes marchent sur le siège de la police à Athènes et s'attaquent à la police anti-émeute. Les affrontements se propagent dans les rues de la ville jusque tard dans la nuit.

Mardi 9. Jour de la grève générale. A Patras (troisième ville du pays) une manif appelée par des groupes anarchistes locaux réunit entre 3 000 et 5 000 personnes derrière des banderoles contre la violence de l' Etat. Rues bloquées par les barricades, vitrines de banques explosées. A Athènes, alors que le quartier Exarchia ressemble à un champ de ruines, la plupart des insurgés se sont retranchés dans les universités où se tiennent des assemblées. De violents affrontements ont lieu. La police tire sur les manifestants de Palaio Faliro (quartier sud d'Athènes) peu après les funérailles d'Alexis.

Jeudi 11. L'hôtel de ville de la banlieue d'Agios Dimitri à Athènes est occupé par des anarchistes. Durant la nuit, de nombreux affrontements avec la police ont lieu dans l'Université Polytechnique. Jour après jour, les lycéens et les étudiants deviennent plus militants et plus déterminés. 700 étudiants prennent une route menant à la prison locale, et des affrontements ont lieu à l'extérieur. En tout, au moins 25 commissariats ont été assiégé à Athènes à coup de pierres et de cocktails molotov. Plus de 4 500 grenades lacrymogènes ont été lancées par la police ; leur réserve s'épuisant ils ont dû en commander à l'étranger. Au moins 100 écoles sont occupées par leurs élèves dans tout le pays, tout comme plusieurs mairies.

Mercredi 17. Le bâtiment du principal syndicat grec, collabo de première, la GSEE (CGT) est occupé ! A 8 heure du matin, le bâtiment a été pris par des travailleurs. La GSEE est une organisation de mandarins loyaux du gouvernement et des patrons. Le bâtiment est maintenant transformée en un Espace Libéré pour les Travailleurs. Un texte est publié (voir page suivante).

Mercredi 24. Un appel à une manifestation de solidarité avec les détenus est lancé par les occupants de la GSEE. Les occupations de l'école de Droit et de Polytechnique continueront jusqu'au lendemain (18 jours au total). Il semble y avoir un consensus sur la nécessité de quitter les universités et de semer l'esprit de révolte dans la société en général, esprit qui se répand assez rapidement : des immeubles municipaux et des hôtels de ville sont occupés partout à Athènes, des assemblées populaires sont organisées dans des quartiers d'Athènes et de Thessaloniki.

La manifestation en solidarité avec les personnes arrêtées rassemble 2 000 personnes, autour de slogans proférés contre l'Etat, la prison et le consumérisme.

Samedi 27. "La lutte pour la dignité et la solidarité est notre lutte". Occupation de l'ISAP (RATP) en réponse à "l'attaque meurtrière au vitriol sur le visage de Constantina Kouneva le 23 décembre", travailleuse immigrée et secrétaire générale du syndicat Pannatica de nettoyeurs et femmes de chambre. "Les assassins vont payer! Le terrorisme patronal ne passera pas!"

Mardi 30 décembre. Partout en Grèce à l'image de ce qui se passe à Náfplio, tous les jours se tiennent des assemblées d'étudiants. Cinq assemblées populaires ont eu lieu, et une station de radio a été occupée dans la ville d'Árgos et la Mairie aussi. A Thessalonique, une bombe a explosé dans le bureau du parti Nouvelle Démocratie. Provocation gouvernementale ? Car ici, cela fait un moment que plus personne n'a quoi que ce soit à foutre des "partis" ou des "organisations"...

Jeudi 1 Janvier 09 . A Athènes, un millier de personnes ont participé à la manif de solidarité : ils ont d'abord marché vers la prison des hommes puis ont continué vers celle des femmes.

DECLARATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES TRAVAILLEURS INSURGES DE ATHENES

Depuis le bâtiment libéré de la GSEE pendant cinq jours

L'histoire sera écrite
par nous ou à notre insu

Nous, travailleurs manuels, employés, chômeurs, intérimaires, locaux et migrants, qui ne sommes pas téléspectateurs passifs mais qui participons depuis samedi soir, après le meurtre d'Alexandros Grigoropoulos, aux diverses manifestations, affrontements avec la police, occupations de bâtiments publics dans le centre comme dans les différents quartiers, qui avons dû souvent abandonner notre travail et nos obligations quotidiennes pour descendre dans la rue aux côtés des élèves, des étudiants et autres prolétaires en lutte,

Nous avons décidé d'occuper le bâtiment de la GSEE (Confédération Générale des Travailleurs de Grèce) pour le transformer en un lieu de liberté d'expression et de rencontre des travailleurs :

Pour détruire le mythe, mis en avant par les médias, que les travailleurs étaient et restent absents des émeutes, que la colère exprimée ces jours-ci n'est l'affaire que de 500 "cagoulés" et "hooligans", pendant que, dans les journaux télévisés, les travailleurs sont présentés comme des victimes de ces affrontements. Et cela au moment même ou la crise du capitalisme en Grèce et dans le monde entier conduit des centaines de milliers de personnes aux licenciements, ces mêmes licenciements qui sont présentés par les médias comme un "fait naturel".

Pour dénoncer et révéler le rôle de la bureaucratie syndicaliste et son effort pour saper la révolte. La GSEE et tout le mécanisme syndicaliste qui la soutient depuis des décennies, compromettent nos luttes, marchandent notre force de travail pour un rien et perpétuent le régime d'exploitation et d'esclavage salarié. Prenons comme exemple leur position de mercredi dernier-lorsqu'ils ont annulé la grève programmée, en se limitant à l'organisation d'un rassemblement de courte durée sur la place Synthagma, et ont forcé les gens à quitter la place pour éviter leur éventuelle "contamination" par le virus de la révolte.

Pour rendre enfin cet espace, construit aux frais de nos contributions mais dont nous restons exclus, ouvert à tous, à l'image de l'ouverture sociale créée par les émeutes. Cela fait des années que nous faisons confiance à des sauveurs de tout genre, au point de perdre notre dignité.

Nous devons, en tant que travailleurs, assumer nos responsabilités et ne confier nos espoirs à aucun meneur "éclairé" ou représentant "compétent". Nous devons acquérir notre propre voix, nous retrouver, discuter, décider et agir. Contre les attaques généralisées que nous endurons. Notre seule issue : la création de résistances collectives venant de la base.

Pour promouvoir l'idée de l'auto-organisation, par nous-mêmes, l'idée de la solidarité dans le milieu du travail, des comités de lutte et des décisions prises collectivement par la base, pour supprimer les syndicalistes bureaucrates.

Des années durant nous nous sommes résignés à la misère, à la duperie et à la violence au travail. Habitués à compter nos invalides et nos morts - événements baptisés "accidents du travail". Habitués à compter, tout en restant indifférents au sort des immigrés - nos frères de classe - qui se font assassiner. Nous en avons marre de vivre avec l'angoisse d'un salaire non garanti, des cotisations sociales et d'une retraite qui s'avère inaccessible.

A l'instar de notre lutte pour ne pas laisser nos vies entre les mains des patrons et des représentants syndicaux, nous allons mener la lutte pour ne laisser aucune des personnes insurgées, arrêtées par la police, entre les mains de l'Etat et de ses mécanismes répressifs.

LIBERATION IMMEDIATE DES PERSONNES ARRETEES, RETRAIT DES CHARGES PORTEES CONTRE ELLES. AUTO ORGANISATION DES TRAVAILLEURS. GREVE GENERALE

L'assemblée générale des travailleurs insurgés, mercredi 17 décembre 2008

FRATERNEL SALUT !

BALAYEZ MOI CE RASSEMBLEMENT

Dixit un policier !

Dimanche 14 décembre, à 16 h, devant le métro Jean Jaurès de Toulouse, un rassemblement était organisé en solidarité avec les révoltés de Grèce et d'ailleurs, par les "anarchistes solidaires" et la CNT-AIT.

Un dispositif policier important avait déjà pris position (une centaine de policiers, gendarmes mobiles et civils en tous genres amassés dans une dizaines de cars). Dès les premières personnes arrivées et à peine trois banderoles hissées, la police a voulu procéder à des contrôles d'identité forcés : jets violents au sol de manifestants ou de passants, matraquages, gazages féroces et coups reçus en retour du refus légitime de ces contrôles. Une passante a dû être admise aux urgences à cause des gaz lacrymogènes reçus à 20 centimètres de son visage.

Face à cette attitude aussi agressive qu'injustifiée, la population de Toulouse, nombreuse ce jour-là pour cause de courses de fin d'année, s'est montrée spontanément solidaire en restant témoin et en réclamant la liberté d'expression. Par sa présence au nez et à la barbe des exactions policières, elle a permis au rassemblement de se tenir tel qu'il était prévu. Grâce à ce soutien, la police a reculé. Un cortège s'est ensuite organisé et a pu se déplacer jusqu'au marché de Noël. Le parcours a été riche d'échanges avec les gens.

Comme l'illustre cet évènement, l'État français montre sa complicité avec les meurtriers d'Alexis, ce lycéen lâchement abattu, et cherche à empêcher toute expression de solidarité, en déployant la panoplie de tout ses outils : police, vidéo surveillance, et médias...

Pour réaffirmer notre volonté de continuer à lutter, un appel était lancé pour le samedi suivant.

SAMEDI 20 DECEMBRE : JOURNEE INTERNATIONALE DE SOLIDARITE AVEC LES INSURGES GRECS

Le 20 décembre était la journée internationale de solidarité avec les insurgés grecs.

Comme le dimanche 14, au même endroit et à l'appel des mêmes, une centaine de personnes s'est réunie pour se solidariser avec la population grecque révoltée et contre les assassins d'Etat. Un tract, reprenant des extraits de la déclaration de l'assemblée générale des travailleurs insurgés d'Athènes qui occupaient le bâtiment de la GSEE (CGT Grecque) a été distribué (voir page précédente). Sous la surveillance très attentive d'un dispositif policier nombreux (mais très discret après les bavures du dimanche précédent), comprenant des policiers des Renseignements généraux (police politique) et des Officiers de police judiciaire (pour procéder aux arrestations si besoin est) ayant sous leurs ordres une compagnie de CRS (police anti-émeute) en tenue d'intervention. Ce rassemblement s'est déroulé sans incident.

Puis, en accord préalable avec eux, nous avons été rejoints par près de deux cent chômeurs, précaires et travailleurs intermittents du spectacle, initialement rassemblés devant un théâtre. Le texte de la déclaration des Travailleurs insurgés d'Athènes, qui dénonce les manipulation des bureaucrates syndicaux, a été du plus bel effet chez les "syndicalistes" qui encadraient la manif des intermittents... mais ils n'ont pas pu empêcher les deux cortèges de se réunir comme prévu, et de partir en manifestation dynamique. Dans le cortége on entendait *"Pouvoir assassin"*, *"Toulouse Athénes, même combat"*, *"Liberté - Solidarité"* tout autant que les revendications des intermittents.

Arrivés derrière la mairie les chômeurs, précaires et intermittents en lutte ont bloqué toute l'après-midi les entrées du magasin Virgin Megastore, le directeur national de Virgin étant le président actuel de l'Unedic (caisse de chômage). Nous sommes restés avec eux une bonne heure en solidarité, avant de repartir en manifestation dans la rue principale, jusque sous les fenêtres du consulat d'Italie ou un compagnon anarchosyndicaliste à pris la parole[1].

Au même moment, un autre rassemblement s'est tenu à Montauban à l'appel de la CNT-AIT, où plusieurs centaines de tracts ont été distribué pour informer la population et affirmer la solidarité des participants avec les insurgés grecs. Bien que les médias le passent sous silence, des manifestations de solidarité ont aussi eu lieu dans les principales villes d'Europe, mais aussi d'Amérique et d'Australie.

_1. On peut écouter l'enregistrement sur http://anarsonore.free.fr

MAISONS DE RETRAITE :

LA MALTRAITANCE EST INSTITUTIONNELLE

UN SCANDALE PERMANENT

C'était il y a pile 10 ans, en 1998. La revue *"60 millions de consommateurs"* publiait un dossier sur les maisons de retraite. Son titre ? *"Le scandale"*. Un mot qui n'a pas fini de revenir chaque fois qu'il est question du sujet. Et qui n'est pas là par hasard !

Face à l'émotion du public devant ce "*monde hermétique, ..., où trop souvent le seul objectif est l'appât du gain"*, on nous en promet, alors, des choses ! Pas sur le fond, car les responsables de notre société, basée sur la ségrégation, n'envisagent nullement de mettre en place d'autres modes de vie, plus humains, pour les personnes âgées. Mais, sur la forme : *"On va moraliser les maisons de retraite"* devient leur leitmotiv des pouvoirs publics.

Dix ans après, ça continue, pas en mieux, sinon en pire ! Entre temps, des dossiers, des émissions, des bouquins, des témoignages, des réunions de concertation, des formations, des rapports… ce n'est pas ça qui a réellement manqué.

Prenons quelques exemples chez des gens peu suspects de sympathies anarchosyndicalistes. Après la canicule, dont la gestion lamentable constitue, un crime d'Etat, Le Figaro, journal hautement sarkozyste écrivait sous le titre *"Maisons de retraite : le scandale continue"* : *"Plus de 4 600 des 15 000 victimes de l'été dernier ont trouvé la mort dans ces établissements censés les protéger."* Comme "protection", en effet, on fait mieux... Coupable d'avoir laissé crever de déshydratation 15 000 personnes âgées, le gouvernement renouvelle ses promesses, avec, cette fois-ci, à la clef, une idée "lumineuse" : la création d'une nouvelle taxe, la fameuse journée dite de solidarité, qui devait - promis, juré - améliorer définitivement le sort des vieux. Résultat : nous, on paye ; eux, ils ont toujours rien vu.

Et tout a continué comme avant. Autre exemple entre mille : en 2007, Zone Interdite (M6) diffusait le documentaire : *"Héritages détournés, maisons de retraite sans scrupule : le scandale des personnes âgées maltraitées"*. Résumé de la présentation de cette émission : "*Des témoignages accablants. Vexations, privations, méchancetés. Au banc des accusés, les conditions de travail : moyens insuffisants, absence de contrôle, manque de personnel qualifié … dans cet univers caché où règne la loi du silence."* En 2008, d'autres émissions télé à forte audience faisaient le même constat (*"Maisons de retraite, du scandale à l'espoir"*, sachant que "l'espoir" apparaissait bien lointain...). Ceux qui voudraient, en 2009, montrer de nouvelles images ne manqueront pas de matière !

PLUS ÇA CHANGE, PLUS C'EST LA MÊME CHOSE

En effet, si les conditions de vie sont variables d'une maison à l'autre, il ne faut pas "gratter" beaucoup pour avoir des détails honteux ! Il suffit d'interroger les familles… à distance, à cause de la loi du silence : certaines maisons menacent de renvoyer un pensionnaire si la famille se montre trop loquace...

Cela ne suffit pas à faire taire les témoins, même s'ils sont obligés de se réfugier dans l'anonymat. Ici, *"Les toilettes du matin ne se terminent que vers 11 heures alors, on prend le petit déjeuner vers 11h30 !!!"*. Là, *"… des petits trucs m'ont alertée, lorsque je venais et que je donnais à manger à ma mère elle dévorait comme si elle n'avait rien mangé depuis 15 jours, ensuite une jeune stagiaire avec qui j'avais sympathisé m'a dit "Votre mère est restée toute une après-midi assise liée dans son fauteuil avec son verre d'eau en face d'elle sur la table mais comme elle ne peut pas boire toute seule elle a donné des coups de pieds dans la table pour le faire tomber, je le lui ai donné moi-même"*. Ailleurs *"Ma mère de 92 ans, qui vit dans une chambre de neuf mètres carrés, ne quitte jamais son étage. Elle n'a pas mis un pied dehors depuis des mois parce que l'ascenseur est trop petit pour son fauteuil roulant"*. Ou encore ce constat d'un médecin *"Les prescriptions médicamenteuses sont trop importantes avec beaucoup de calmants, de psychotropes"*, bel euphémisme pour dire qu'on les abrutit de calmants. Tout ça, sans parler des patients souillés qui attendent des heures qu'on puisse les changer,… le tout sur fond de misère affective et psychologique.

LA RAISON DE LA MALTRAITANCE : L'APPÂT DU GAIN

La raison de cette maltraitance institutionnelle est évidente et bien connue, *"... le seul objectif est l'appât du gain"* disait déjà"60 Millions de consommateurs".

D'où les tarifications exorbitantes.. C'est facile : l'incurie des politiciens face au vieillissement de la population (un phénomène pourtant hautement prévisi-

ble) a créé la pénurie. Résultat, le taux d'occupation des maisons de retraite atteint les 98 % et il y a des listes d'attente ! D'où aussi la réduction "des coûts de production" et avant tout, la compression des frais de personnel, et donc un sous effectif constant et une sous-qualification. Sans oublier les petits bénéfices : on rogne sur la qualité des repas, le chauffage, la literie… quant aux sorties et distractions, et même à la véritable rééducation fonctionnelle au quotidien, elles fondent comme neige au soleil.

Jean Charles Escribano, auteur de *"On achève bien nos vieux"* et réputé bon connaisseur de la question, donne des chiffres très intéressants dans une interview au *"Mensuel de l'Université"*. Il reprend une déclaration du président de l'Association des maisons de repos belges : dans ce pays, il y a en moyenne un professionnel par personne âgée (contre un pour deux personnes âgées en France). Et pourtant, le tarif de base est pour les familles de l'ordre de 1 300 euros par mois, contre plus de 2 300 euros en France (sommes auxquelles il convient d'ajouter, dans les deux cas, des financements publics de même nature). Or, Le coût de la vie en Belgique et en France est du même ordre. La différence ne doit pas être perdue pour tout le monde…

L'ORGANISATION DE LA MALTRAITANCE

Effectivement, la norme pour pouvoir s'occuper d'une population de personnes âgées dont une forte proportion est grabataire, c'est un salarié pour une personne (de façon à couvrir les besoins jours et nuit à longueur d'année). En maintenant leurs personnels à mi-effectif, les maisons de retraite organisent la maltraitance institutionnelle : les personnels, malgré toute leur bonne volonté, n'ont pas d'autre choix que de travailler vite, très vite. On voudrait les pousser à commettre des erreurs, qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

> *"Même en cas de décés, il est interdit de réveiller la directrice, il paraît que ça dérange son mari"*

Ici aussi les situations sont variables d'un établissement à l'autre, mais les témoignages (souvent de professionnels qui ont quitté le circuit, loi du silence oblige) abondent : Marie-Claude, infirmière : *"A ..., il y a une femme pour faire 15 toilettes, nettoyer 25 chambres et servir 25 petits déjeuners en trois heures et demie"*. Mathilde, femme de ménage : *"Chez nous, la nuit, nous ne sommes que deux pour 96 personnes âgées dont plusieurs sont lourdement dépendantes, parfois en soins palliatifs. Bien sûr, il n'y a pas la moindre infirmière de nuit. Il faut se "débrouiller" toutes seules. Quant un patient décède, il nous est interdit de réveiller la directrice, il paraît que ça dérange son mari. Il nous faut faire la toilette mortuaire. Moralement, c'est éprouvant, surtout quant ce sont des personnes auxquelles on s'est attachées. On en crève"*. Jeannine : *"Notre travail, c'est de l'abattage, comme dans une usine. Nous travaillons à flux tendu. Faute de temps et de personnel, certaines personnes âgées n'ont pas plus d'une douche par mois"*. Le tout aboutit à des situations tragiques comme dans cette maison de retraite de Saint-Germain-en-Laye où, sous un amas de matelas et un amas de cartons fut découvert le cadavre d'une pensionnaire... disparue depuis un an. Une maison pourtant certifiée, comme toutes les autres, par la DDASS. Cela n'étonne pas les professionnels : les directions connaissent toujours les dates des contrôles des DDASS suffisamment en avance pour "faire ce qu'il faut".

LA MALTRAITANCE INSTITUTIONNELLE : LES SALARIÉS EN PÂTISSENT AUSSI

En sous-effectif constant, les personnels sont, ne serait-ce que de ce fait, profondément maltraités

Pas tous cependant. Il y a une notable exception : les directeurs. Dans notre pays où même les crottes de chien sur les trottoirs sont règlementées, il y a quelque chose qui ne l'est pas encore vraiment : être directeur de maison de retraite. Ça montre, si besoin en était, l'intérêt que l'Etat porte à la sécurité des personnes âgées… A ce jour en effet, en pratique, n'importe qui peut diriger une maison de retraite.

> *Il y a une réglementation pour les crottes de chien sur les trottoirs mais pas pour les directeurs de maison de retraite*

En février 2007, un décret a quand même été pris pour imposer aux directeurs un minimum de compétence, mais il leur laisse un délai de… presque 10 ans pour se mettre en conformité !

Mais pareille mansuétude ne s'applique pas aux salariées de base. Pour elles (ce sont essentiellement des femmes), les conditions sont extrêmement dures : travail de jour ou de nuit, les jours fériés aussi, … au bon vouloir de l'employeur qui a toute facilité pour changer les plannings ; locaux inadaptés (d'où surcharge de travail); lits et matériel tout aussi inadaptés (d'où maladies musculo-tendineuses, sciatiques, …), confrontation au vieillissement et à la mort sans soutien (d'où dépressions, anxiété)… et pression pour qu'elles fassent des actes techniques qu'elles n'ont pas le droit de faire (comme distribuer des médicaments pour des personnels de service), tout cela pour des salaires minables : SMIC horaire ou à peine plus (souvent, pour éviter les primes d'ancienneté, ces patrons de choc se débrouillent pour "faire partir" les salariées les plus anciennes). De plus ces véritables industries à forte rentabilité imposent souvent à leurs salariées des temps partiels, les condamnant à la précarité.

Là ne s'arrêtent pas les pratiques maltraitantes : outre les changements d'horaires (ce qui est une bonne façon de pousser les employées à la démission, cas par exemple de Latifa, mère de famille, dix ans d'ancienneté sans aucun reproche, pour laquelle les horaires étaient devenus tout d'un coup incompatibles avec la mise de ses enfants en crèche), outre les primes "à la tête du client" et les plannings de même (application du

Maltraitance des vieux et harcèlement professionnel : les deux faces d'une même médaille

fameux principe "Diviser pour régner") beaucoup de maisons cherchent à faire porter le poids de la maltraitance institutionnelle sur leurs employées. Cette culpabilisation, assortie de la menace de licenciement et même de poursuites, est une épée de Damoclès sur leur tête. Sans compter les directions qui font un usage abusif des "mise à pieds"… Autant de façons de harceler les salariés.

LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT : RÉPRESSION ET BARATIN

L'épée de Damoclès, le gouvernement la brandit lui aussi avec cynisme. On vient de le voir, avec les affaires des hôpitaux : à Nice, un urgentiste surmené travaille vite (mais bien), en garde-à-vue ! A Paris, une infirmière qui court partout faute de collègues en nombre suffisant, se trompe de flacon : en garde-à-vue, et poursuivie ! Le régulateur Samu de l'Essonne ne trouve pas, malgré 27 appels, de place pour un mourant, la ministre de la santé s'en étonne publiquement et laisse entendre qu'il est incompétent ! Pendant ce temps, les véritables responsables ne se sentent toujours pas coupables. Entre deux bronzages outre-mer ou quelques réveillons entre "pipoles", ils font les naïfs, se renvoient la balle, et continuent toujours la même politique. Et hôpitaux ou maisons de retraite, c'est du pareil au même. Loin de reconnaître ses immenses responsabilités, le pouvoir manie le bâton (menaces et gardes-à-vue) et la carotte sous forme de la "fameuse-formation-qui-va-enfin-nous-apprendre-à-bient-travailler". Le tout sur fond du fameux couplet "On va moraliser les maisons de retraite". Mais toujours, il fait semblant d'oublier l'essentiel, qu'il faut commencer par doubler les effectifs du personnel de base !

ENFIN DU NOUVEAU : DES SALARIÉS ET DES FAMILLES PAS DÉCIDÉS À SE LAISSER FAIRE

Il y a quand même des choses nouvelles. La première, c'est que tout le monde sait maintenant que la maltraitance institutionnelle, organisée pour augmenter la rentabilité, est une réalité. En particulier, des familles comprennent que, ce qui leur arrive, n'est pas un cas isolé, un dysfonctionnement local, dû à une "mauvaise employée" mais la conséquence d'un système qui tire tout son profit de sa rapacité. La deuxième, c'est que les salariés eux-mêmes commencent à comprendre que maltraitance sur personne âgée et harcèlement du personnel ne sont jamais que les deux faces d'une même médaille !

Ce n'est pas la première fois, dans nos colonnes, que nous abordons la question des maisons de retraite et autres lieux du même acabit. A chaque fois, et c'est le cas cette fois-ci encore, c'est à l'appui d'actions de salariés. De défense de travailleurs licenciés sous les prétextes les plus fallacieux en campagnes de protestation, nous constatons, que ces mini-actions laissent des traces et que la compréhension des enjeux ainsi que la combativité se manifestent, parfois là où on l'attendait le moins. Tout comme il devient évident pour un nombre croissant de salariés que ces patrons de choc ne sont finalement que des colosses aux pieds d'argile, et qu'il en faudrait assez peu pour faire cesser leurs pratiques scandaleuses : un peu d'union entre nous, des liens avec les familles, en évitant soigneusement tous les "médiateurs" qui ont pour rôle de faire que cela ne change jamais ("représentants" du personnel, syndicats de collaboration, …). Qu'on se le dise. Si nous sommes plus nombreux à le comprendre, à le dire, à le faire, certains patrons, ceux par exemple qui se sentiront visés en lisant les témoignages, pourraient être obligés de changer de pratiques...

Gérontologix

CHRONIQUE DE L'ENFERMEMENT PSY

Flo

Florence est une jeune femme forte, et c'est peu de le dire. Elle est difforme pour ses, à peine, 26 ans et déjà quatre grossesses - la première à 14 ans. Elle met ses problèmes - s'habiller, s'asseoir puis se relever, le fait qu'aucun homme ne l'ait touchée depuis cinq ans…- sur le fait que, pour couronner le tout, elle soit tombée du 4ème étage d'un immeuble. Dans le pavillon, il y a une autre fille que l'on peut qualifier de grosse. Mais sans commune mesure avec Flo, Flo qui me dit sans rire "Je suis quant même pas aussi grosse qu'elle…". Elle est dans le déni total de son obésité. Le psy lui fait manger à table un régime hypocalorique et lui a interdit de sortir pour ne pas qu'elle aille s'empiffrer à la cantine. C'est pourquoi elle se fait ramener gâteaux et coca par ceux qui ont le droit de sortir. Sa vie n'est pas dénuée de plaisirs : manger, écouter de la musique, fumer. La joie et l'épanouissement ne se lisent pas sur son visage pour autant. Pour quitter l'Hôpital psychiatrique, il faudrait qu'elle se lève, aide à débarrasser la table, à essuyer la vaisselle, qu'elle participe aux activités proposées, VTT, tennis, pétanque, espaces verts, musicothérapie… En fait, Florence mène une vie de légume, shootée aux produits stupéfiants légaux. Aux dernières nouvelles, on lui a proposé une série de "sismographie" (électrochocs sous anesthésie générale). Elle n'en veut pas. A tort ou à raison ? Flo, à 20 ans, tu étais une fille superbe. Aujourd'hui, tu es un tas de graisse molle et flasque. Retrouve ta beauté passée, avec le cœur en or que tu as, et tu trouveras facilement un homme qui sera toqué de toi ! Il n'y a pas de drogue magique qui transforme le monde et sa grisaille en lendemain qui chante sans en payer le prix. Révoltes-toi, ait un sursaut, un coup de fouet. Tu n'es pas une m… . Fait le voir, ça va se savoir.

Manu

Liberté d'expression !

Aux alentours du 20 novembre, deux élèves du collège de Lauzerte dans le Tarn-et-Garonne, franchissent la porte de l'espaceCo (local autogéré ouvert à tous). Ils souhaitent pouvoir imprimer un tract. Après quelques explications, ils nous montrent le texte qu'ils ont rédigé. Il y est dit que l'école est une prison, les droits des personnes/élèves y sont niés. Ils ne supportent plus cet état de fait et ils revendiquent plus d'autonomie, de liberté.

Et pour commencer, ils souhaitent pouvoir gérer eux-mêmes leurs temps libres (espaces entre deux cours). Le tract se termine en proposant une réunion générale de tous les collégiens pour discuter de cette proposition. Autant dire que le tract plut. Très vite il fut imprimé. Les collégiens le distribuèrent. A la réunion qui suivit, nombre de collégiens décidèrent une grève pour le lendemain. Le mardi 25 novembre, une bonne quarantaine de collégiens refusèrent d'entrer en cours et se massèrent, pacifiquement, devant l'entrée de l'établissement. La réaction de la direction fut immédiate et très vive. Aucune tentative de dialogue, mais menaces, injonctions voire hurlements divers. Au bout de 10 minutes, cédant aux pressions, les collégiens mirent fin à leur mouvement et reprirent les cours sauf deux qui avant de rentrer en classe voulurent passer à l'EspaceCo pour raconter les évènements. Cela leur prit très peu de temps. Une heure après, ils étaient de nouveau à l'EspaceCo.

Dés leur arrivée au collège, l'administration les convoque, leur remet une lettre leur signifiant leur expulsion pour 15 jours du collège et les convoquant à un conseil de discipline. Il leur est par ailleurs interdit de s'approcher des abords du collège (et donc des arrêts de bus : n'habitant pas dans le village, ils sont donc dans l'impossibilité de rentrer chez eux !!). Dans la même matinée, un responsable du collège, sans se préoccuper du sort des deux expulsés, se rend chez le père de l'un d'entre eux (souffrant d'un handicap mental majeur) pour lui faire signer la lettre d'expulsion de son fils. Devant le refus de l'administration d'entamer un dialogue, les collégiens organisèrent un sit-in pendant la récréation du matin. Plus d'une centaine de jeunes y participèrent. Malgré ce beau mouvement de détermination et de solidarité, l'administration campe sur ces positions. La défense des deux expulsés s'organise. Des parents d'élèves sont contactés, le règlement intérieur est épluché, des vices de procédure sont mis en évidence. Un nouveau tract, rédigé par des collégiens et cosigné par des parents d'élèves appelle à la solidarité la plus large. De son côté, l'administration ne reste pas inactive: tous les moyens sont utilisés, même les plus scabreux. Par exemple, les élèves convoqués devant un conseil de discipline ont en théorie le droit d'accéder à leur dossier pour organiser leur défense, mais en fait, ils ne pourront les consulter sur place qu'après plusieurs heures d'attente et en présence de la supérieure du collège, seule autorisée à en tourner les pages, très rapidement qui plus est et en leur posant des questions stupides dans le même temps afin de perturber les collégiens !

À l'inverse, les deux expulsés firent preuve d'un remarquable sens de la solidarité. Ayant droit chacun à un défenseur, ils choisirent de s'autodéfendre l'un l'autre. C'est donc ensemble qu'ils passèrent devant leur tribunal. Le jour J, des affiches appelant à la solidarité sont collées autour du collège, des fax et des appels téléphoniques venus de la France entière saturent le secrétariat de l'administration. La direction de l'établissement essaye de répliquer en faisant placarder dans les couloirs le tract d'appel à la solidarité annoté par elle. Elle se déconsidère encore un peu plus aux yeux des collégiens. Enfin les sanctions tombent: les deux expulsions sont commuées en blâme alors que pourtant ils sont déjà exclus depuis quinze jours. Pour l'un des deux collégiens, s'agissant de son deuxième blâme, cette sanction se traduit par... une expulsion. Ce genre d'évènement n'est pas anecdotique; au contraire, il nous semble très représentatif de l'état du système éducatif ; malgré la mise en place de systèmes de concertation, d'élection de délégués de classe, etc.

Quarante ans après mai 68, l'école est toujours aussi peu démocratique. Pour l'élève, le collégien ou le lycéen, la seule règle qui vaille est "étudie et tais-toi !". C'est que la fonction essentielle de l'école est toujours de former les travailleurs - consommateurs dont la France (c'est-à-dire l'état et le patronat) à besoin. L'élève y apprend le respect de l'autorité, de la hiérarchie et les valeurs d'un système fondamentalement inégalitaire et injuste. L'école est un rouage du système capitaliste et pour assurer sa fonction, peu lui importe de broyer des êtres humains. Il est donc normal que des élèves revendiquent et s'opposent et il est remarquable que, à l'opposé des valeurs enseignées, les élèves de Lauzerte aient redécouvert et mis en oeuvre les valeurs de solidarité et de liberté.

Des militants de la CNT-AIT
de Montauban et sa région

Stop aux mains sur la petite culotte de Zoé (et des autres)

Les faits

Cela s'est passé au collège de Marciac (Gers), mais cela se passe un peu partout comme ça en France. Un triste matin, les gendarmes font irruption. En force. En armes. Avec leurs camions et leurs gyrophares. Avec des chiens, policiers, comme eux. Suivant les scénarios, les enfants sont plaqués contre les murs, les mains en l'air (genre "descente" pendant la dernière guerre) ou bien enfermés dans leur salle de classe, mais toujours avec défense absolue de faire le moindre mouvement. Les chiens sont lâchés. Ils reniflent les affaires. Ils bavent sur les élèves. S'il y a un internat, ils vont mettre leur sale museau dans l'intimité des literies. Pendant ce temps, un gendarme continue à hurler : *"Le chien mordra ceux qui bougent"*. Il profère des menaces contre les *"drogués"*, ricane. Et malheur à celui qu'un chien désigne. Car, alors, tout est permis : fouille poussée, pressions psychologiques, humiliations verbales.

Zoé, petite fille de 13 ans, Zoé qui a eu le grand courage de témoigner à Marciac, doit sortir de classe devant tout le monde pour se déshabiller dans le couloir. Là, une gendarme fouille dans son soutien gorge, lui passe la main sur sa petite culotte. Dans le couloir, d'autres gendarmes, hommes ceux-là, assistent à la scène. De leurs regards, de ces mains qui la palpent, de cette situation nauséeuse, Zoé en ressort avec le sentiment d'avoir été violée. Ces camarades sont envahis par le même dégoût. Et c'est comme ça que des enfants sont traités partout en France, avec la complicité active de responsables de l'institution scolaire. Dans un pesant silence.

Un silence que Zoé et sa famille ont rompu ; comme, l'avait fait, quelques jours auparavant un enseignant du Centre de formation des apprentis de Pavie (toujours dans le Gers) dont le témoignage rigoureux est terrible de précision ; et comme l'a fait, quelques jours, après le chanteur Daniel Guichard, scandalisé lui aussi en découvrant ces agissements gendarmesques alors qu'il amenait son fils au collège (cette fois-ci, dans l'Héraut). Maintenant, plus personne ne pourra dire "Je ne savais pas" ! Le voile de la honte s'est déchiré.

Pourquoi tant de violence à l'encontre de nos enfants ?

Si on ne connaissait pas le niveau de perversité qu'atteint dans ce cas là le discours administratif, on en tomberait à la renverse, car la réponse officielle est : "Pour les protéger" ! Ce déploiement traumatisant de force brute se fait au nom de la prévention de la "drogue", (en réalité, du cannabis). Ce prétexte mérite qu'on l'examine.

Faisons tout d'abord remarquer qu'à Marciac comme dans l'Héraut le résultat de ces descentes a été de rien du tout et, à Pavie, de quelques grammes. Ridicule, parfaitement ridicule.

Ensuite, posons-nous la question du coût : une douzaine de gendarmes (salaires, primes, charges sociales, vêtements, …), des chiens (nourriture, chenil,…), leurs véhicules (carburant, usure,…), entre le temps de préparation (concertation avec le chef d'établissement, plannings,…) et la demi-journée pour faire le mauvais coup, ça met l'opération à au moins 1 500 euros !

Poursuivons enfin sur l'efficacité : en trente ans, la France, qui avait des taux de consommations de cannabis très bas, est montée dans le peloton de tête des pays d'Europe. Depuis au moins 20 ans, des gendarmes (FRAD) et des policiers sillonnent les collèges, d'abord pour montrer les produits (avec une "mallette") ensuite pour des fouilles. Aucun des pays d'Europe qui, sur la même période, a maintenu des niveaux bas ou même a réussi à diminuer cette consommation, n'a fait comme ça. Leurs politiques sont même franchement à l'opposé de la politique française dans ce domaine.

Le "remède" français est donc pire que le "mal", d'autant d'ailleurs que le "remède" en question est en fait un puissant propagateur du "mal" : montrer des produits (que l'on possède, puisqu'on les montre) en insistant sur leur caractère interdit, c'est bien sûr pousser des jeunes à la transgression. Affaiblir l'estime de soi par l'humiliation et par la peur est un facteur reconnu de consommations de psychotropes.

Des explications lamentables mais éclairantes

Mis brutalement en pleine lumière, ceux qui agissaient jusqu'à présent dans une ombre propice ont dû se justifier. Le spectacle a été minable.

A tout seigneur, tout honneur. La parole est à un certain Christian Pethieu, principal du collège, qui a demandé la descente :

"L'intervention s'est déroulée dans un climat que j'ai jugé serein et sans excès"[1]. Sans excès, vraiment ? Qu'est-ce qu'il faudrait, pour que ce soit un "excès", monsieur le principal ? Que la police aille jusqu'au doigt dans le c…?

Donnons-là tout de suite après à la Procureuse de la Républi-que, Chantal Firmigier-Michel : *"Ça crée de la bonne insécurité"*[1]. A dire vrai, nous nous en doutions un peu. Mais c'est bien la première fois qu'une haute représentante de l'Etat l'avoue aussi clairement : quand ça l'arrange, c'est la justice, avec l'aide de la police et de la gendarmerie, qui organise elle-même l'insécurité. Rappelons que les êtres humains visés par cette sorte de terrorisme de basse intensité sont, dans le cas présent, des enfants, et qui n'ont strictement rien fait de répréhensible.

Laissons la conclusion au premier syndicat enseignant de France, le SNES. Son représentant du coin, le camarade Franck Gombaud, sait que pour ne pas résoudre un vrai problème, rien ne vaut une mauvaise revendication. Et là, en homme manifestement bien rodé à cet exercice, il a trouvé ce qu'il faut : une bonne muselière. Sans rire, il réclame "*que l'on en revienne à des opérations de prévention mieux préparées, et que, si les gendarmes font venir des chiens, ils soient muselés.*"[1] Que les collégiens facétieux n'en concluent pas, comme la phrase peut le laisser entendre, que le SNES réclame une muselière pour les gendarmes. L'impertinence syndicale ne va vraiment pas jusques là. Quand à la pertinence (syndicale), ça fait longtemps qu'elle a sombré dans l'indigence de la pensée.

Mettre fin aux exactions

Côtés parents, élèves et même côté "tout le monde", la réaction n'a pas été aussi "compréhensive" et la vague montante d'indignation a forcé les ministères concernés à demander à leurs troupes de faire preuve d'un peu plus de tact.

Pour transformer ce recul tactique en recul tout court, et puisque tout ceci se fait au nom de la "prévention", prenons les devants. Qui que nous soyons - élèves, parents, professeurs qui ne se retrouvent pas dans la revendication de la muselière… - faisons fermement savoir par avance à tout chef d'établissement que nous sommes contre ces exactions, que nous ne nous laisserons pas faire et qu'ils seront tenus pour responsables de tout problème.

Si un chef d'établissement ose trouver ces pratiques "sereines et sans excès", exigeons qu'il se mette en slip dans le couloir, devant une délégation d'élèves et enseignants, et qu'il s'y fasse peloter les fesses : après tout, c'est sa fonction que de donner l'exemple.

Exigeons que le budget alloué à ce type d'opération soit versé à celui de l'établissement pour des activités pédagogiques[2].

Exigeons que, si prévention il y a, elle soit faite par de véritables professionnels de la chose, pas par des professionnels de la répression. Etre à la fois dans la prévention et dans la répression, c'est comme être à la fois juge et partie, une monstruosité éthique.

Flics, patrons, curés, hors des collèges, des facs et des lycées !

Jules F

_1.- Les trois citations de cet article sont tirées de : "Stupéfiante descente au collège" http://www.liberation.fr /societe/0101302685 _2.- Que ce ne soit pas le même budget importe peu : c'est les mêmes impôts, les nôtres. Aux technocrates de se débrouiller pour faire les transferts.

Le roi, le laquais et les marauds, conte de noël

A la veille de Noël donc un ancien haut fonctionnaire emprisonné pour corruption et en voie de jugement pour trafic d'armes et concussion vient de bénéficier d'un grâce partielle de la part du chef de l'Etat. Le même qui avait soutenu mordicus que sous son mandat *"il n'y aurait ni grâce ni amnistie"*, en niant au passage l'action du parlement (car l'amnistie est une loi, contrairement au droit de grâce qui est effectivement un fait du prince) vient, comme il est habituel chez les politiciens de se démentir sans vergogne.

L'homme qui bénéficie de cette grâce n'est autre que l'ex-préfet du Var. Que le fait du prince s'applique pour la première fois à un ancien serviteur de la République, coupable de trahison, voilà un signe encourageant pour les futurs laquais.

Evidemment pour habiller cette mesure d'exception, le pouvoir a confectionné un petit cache-sexe : 27 autres personnes sont graciées en même temps que cet ex-haut fonctionnaire condamné pour corruption et en passe de jugement pour d'autres crimes. Sur la procédure qui a permis à ces 27 chanceux de recouvrer la liberté - il y a 67000 détenus dans les prisons françaises - on ne saura rien sinon qu'ils sont considérés par le porte parole de l'Elysée comme "particulièrement méritants".

Si on met donc cela en parallèle avec le sort de ces milliers de personnes, d'autant plus facilement incarcérées que leur dossier est vide, ce qui est le cas de M. Julien Coupat dont la mise en liberté a été refusée, on ne peut que constater que cette république ressemble de plus en plus à une royauté.

Que faire ?

Le réseau fédéral de la CNT-AIT offre de nombreuses possibilités d'activités pour l'anarchosyndicalisme. De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins !

Débattre

● Jeudi 12 février 2009, à 20 h 30 salle municipale, 8 impasse Saint Aubin, Toulouse, la CNT-AIT vous invite à la découverte de l'œuvre de Pierre CLASTRES, anthropologue et ethnologue (1934-1977) dont les travaux d'anthropologie politique sur les sociétés dites primitives - en fait des sociétés organisées contre l'apparition de tout pouvoir coercitif - font référence. Après un exposé d'ouverture, la soirée se poursuivra par un débat. *"La division majeure de la société, celle qui fonde toutes les autres, y compris sans doute la division du travail, c'est la nouvelle disposition verticale entre la base et le sommet, c'est la grande coupure politique entre détenteurs de la force, qu'elle soit guerrière ou religieuse, et assujettis à cette force. La relation politique de pouvoir précède et fonde la relation économique d'exploitation. ... l'émergence de l'État détermine l'apparition des classes."* Pierre Clastres, La société contre l'Etat, Paris, Ed de Minuit, 1974

Echanger, participer

● Prendre contact avec le syndicat le plus proche
● Tchatcher sur le forum de la CNT-AIT de Caen
http://cnt.ait.caen.free.fr/forum/
● S'abonner , diffuser ce journal autour de vous (cf p 2)
● S'abonner à la liste de diffusion internet (gratuit) :
http://liste.cnt-ait.info
● Ecouter AnarSonore.free.fr
Y contribuer en enregistrant de nouveaux textes.

Passer nous voir

● A Montauban : les samedis le matin (10h15 à 12h) au marché du jardin des plantes, l'après midi (16h à 18h) au local Passage de la comédie (entrée par le 10, rue de la comédie).

● Toulouse : CNT-AIT 7 rue St rémésy 31000. Permanences tous les samedi 17 h. Egalement aux puces (place St Sernin) le dimanche en fin de matin. Tables de presses périodiques dans les quartiers.

● Quercy-Rouergue, autres départements de Midi-Pyrénées : écrire au journal qui transmettra.

● Perpignan: CNT-AIT, 9 rue Duchalmeau 66000
Permanences le Samedi après-midi à partir de 15h.

● Caen : BP 2010, 14089 Caen Cédex
Table de presse chaque dimanche au marché, tous les mercredis sur le Campus 1 (sous la galerie vitrée).

● Paris : CNT-AIT, 108 rue Damrémont 75018.
Tables de presses régulières dans les XIX et XVIIIème arrondissement.

● Lyon : CNT-AIT, chez : Librairie la Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007.

Courrier des lecteurs...

● *René H, un de nos lecteurs du Tarn nous adresse un long courrier :* *"Nos retraites depuis une quinzaine d'années augmentent en moyenne de 1,2 % ou bien de 1,1 % ou de 1 %, mais pour l'année 2008, seulement de 0,8 %. Mais il n'en est pas de même des prélèvements sociaux qui, avec l'augmentation de la CSG qui vient de passer de 3,8 % à 6,6 % atteignent 11 % de nos revenus, ce qui explique la détérioration progressive de notre pouvoir d'achat qui diminue d'année en année." Dans le courrier de protestation qu'il adresse aux trois parlementaires, René, note en particulier : "L'augmentation annuelle des retraites est dérisoire par rapport aux charges prélevées. Le dernier accroissement de ma retraite se trouve amputé par la cotisation sociale généralisée. Pourquoi la catégorie à laquelle j'appartiens bénéficie seulement de dix pour cent d'abattement alors que les parlementaires s'octroient un abattement de quarante cinq pour cent hors frais professionnels et indemnités diverses ? … sans compter que la plupart d'entre vous apparaissent comme des cumulards malgré toutes les lois votées sur le cumul des mandats !", et plus loin "La France est riche qui se permet de soulager les exploits fumeux des banquiers, mais elle est déraisonnable quand elle laisse des travailleurs dormir dans la rue ; des retraités grignoter les restes jetés dans les poubelles de la grande distribution !" Enfin, à tous ceux qui se croient malins en invoquant Jaurès à tort et à travers, René rappelle "Savez-vous ce que Jaurès appréciait quand il venait à Carmaux ? Le vin de la vigne de mon aïeul, mineur syndicaliste veuf avec trois enfants ; il aimait la simplicité et rejetait l'argent et les honneurs !".*

● *De "Lutin" lecteur de Castelsarrasin :* *"Est-ce que vous connaissez quelqu'un qui trouve normal de se faire frapper par une personne car vous avez parlé avec un ami à vous ? Je suis un collégien de troisième et dans mon collège les professeurs eux , trouvent ça normal et efficace. Alors qu'un matin en cours je parlais avec mon voisin , le professeur est venu et ma giflé l'oreille , je lui est répondu qu'il n'avait pas à faire ça car c'est interdit et c'est irrespectueux , Monsieur le professeur m'a répondu que je l'avais mérité. Le lendemain , je me plains à mon professeur principal qui m'affirme que c'est normal car le professeur aime ces méthodes-là…"*

● *De Marcelle, lectrice du Couserans :* *J'en ai vue, des choses dans ma vie. Mais pas à ce point : Un sous-préfet vient de provoquer un accident en conduisant saoul. Quant au capitaine qui commandait depuis septembre notre gendarmerie à Saint-Girons, il vient d'être filmé dans une boutique de bricolage en train de voler du matériel. La main dans le sac. Ils s'en tirent tous les deux en étant mis à la retraite… à nos frais.*
(NDLR : A l'appui de cette affirmation était joint une coupure de presse édifiante : La Dépêche, 7 décembre 08 : "Le capitaine de gendarmerie suspendu" qui concernait cette sous-préfecture de l'Ariège).

Taïaut pour l'opération Taïga

Dix personnes ont été interpellées mardi 11 novembre au petit matin à Tarnac (en Corrèze), à Paris, à Rouen et à Baccarat lors d'une opération baptisée, avec l'humour qui caractérise les forces de police, *"Taïga"*. Pas moins de 150 flics en armes avaient été mobilisés, sans compter les innombrables flics de la plume et du micro. Il leur est reproché d'appartenir à *"l'ultra-gauche tendance anarcho-autonome"* - ouf - et d'être lié à une série de cinq sabotages assimilés à du terrorisme. Des sabotages terroristes ? Bigre ! En fait, pour tout terrorisme, il leur est reproché d'avoir (éventuellement et encore, sous toutes réserves) rompu des caténaires SNCF - on tremble, en effet !

Bref, beaucoup de bruit - car les trompettes médiatique non pas lésiné - pour pas grand chose … ou plutôt, dans un but aussi immonde que précis : terroriser le "français moyen". Faute d'avoir des explosions à se mettre sous la dent, les spécialiste en communication du pouvoir ont pensé qu'il suffirait pour terroriser ces pauvres d'esprit que nous sommes sensés être, d'une bonne brochette de mots… explosifs. Sur ce plan, le pouvoir n'y est pas allé de main morte : ultra-gauche, anarcho, autonome… tout l'arsenal verbal y est passé.
Disons tout de suite que l'objectif majeur de cette guignolade policière a échoué lamentablement. D'abord, parce que la supposée gravité d'une "destruction de caténaire" fait rigoler "le français moyen" … habitué qu'il est aux suppressions de trains (pour cause de "non rentabilité"), aux retards (par cause de manque de personnel) et aux ruptures de caténaire (du fait de l'entretien insuffisant du réseau). Ensuite, parce qu'en ces temps de "destructions massives d'emplois" et d'escroqueries tout aussi massives, le bon peuple commence à penser que les vrais "terroristes" sont ailleurs qu'au bord des voies ferrées à regarder passer les trains. Malgré une "justice" qui s'ingénie à forcer aux "aveux" par tous les moyens (garde à vue, détention, réveils réitérés des prisonniers en pleine nuit pour les faire craquer, fouilles à corps à répétition…), le dossier est creux… et les faits étant sans gravité, l'opération "Taïga" est en train de sombrer dans le ridicule d'un mémorable "Taïaut" politique.

Si personne n'a été surpris des réactions du Sarkozy et des journaleux qui ont immédiatement reproduit les théories abracadabrantesques de la police sans aucune enquête complémentaire ni le moindre esprit critique, force est de constater que l'extrême gauche en quête d'honorabilité s'est surpassée. Déjà, les syndicats des cheminots se sont trop abondamment réjouis d'être si vite mis hors de cause. Mais la palme revient à SUD et à la LCR. Le leader de cette dernière, le fringant Olivier, s'est empressé de condamner des actes de sabotage qui ne *"sont pas et ne seront jamais"* ceux de la LCR. Plus "radical" encore Sud-Rail, a dénoncé les *"actes terroristes"* reprochés aux gens de Tarnac (et d'ailleurs) en mettant en garde *"ceux qui frisent la diffamation en voulant confondre terrorisme et action syndicale"*. Depuis, les uns et les autres ont constaté que l'opinion publique était moins sotte qu'ils ne le présumaient… aussi, trotskystes, Sudistes, journalistes et autres collaborateurs du système rament pour "réajuster" leur discours à cette opinion…. Après la guignolade policière, la pantalonnade politique, l'année commence bien ! On n'a pas fini de rigoler.

Les banderoles de la CNT-AIT sur le Monument de la Résistance

Face au Monument, pendant la prise de parole

En discussion, devant l'ancien immeuble de la Gestapo

Samedi 29 novembre 2008, devant le monument de la Résistance (Toulouse), à l'appel de la CNT-AIT nous étions quelques 70 personnes réunies pour marquer notre soutien aux embastillés dans l'affaire dite de Tarnac. Nos banderoles de solidarité accrochées au monument, un militant de la CNT-AIT a lu une déclaration pour dénoncer la répression. Malgré la pluie battante, une discussion a eu lieu, sur place autour des thermos de café.